

Le gouvernement double l'enveloppe des projets d'eau

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4353 - Mardi 19 décembre 2017 - Prix : 10 DA

Déformée à l'aide d'un marteau

La statue d'Ain El Fouara vandalisée par un intégriste

Page 24

Pouvoir d'achat et tamazight / Béjaïa

Des acteurs de la société avertissent sur «l'amplification» de la protestation

Page 24

Des élections pour sortir de l'accord de Skhirat et de la crise

Par Mohamed Habili

Le général Khalifa Haftar a attendu une occasion particulièrement significative, celle du deuxième anniversaire de l'accord de Skhirat, conclu le 17 décembre 2015 entre les principales factions libyennes, mais qui n'a jamais été reconnu dans les règles par le Parlement de Tobrouk, pour annoncer de façon solennelle la fin de cet accord. Selon ses propres termes, en effet, ce dernier ne peut être renouvelé qu'une seule fois. Khalifa Haftar s'est adressé à ses compatriotes dimanche dernier, le jour même de l'expiration de l'accord. Trois jours auparavant, le Conseil de sécurité avait reconduit cet accord, estimant qu'il constituait le seul cadre susceptible de mener à une solution politique dans la crise libyenne. Depuis qu'elle a éclaté, la crise libyenne est passée par bien des phases, mais on peut dire que c'est dans cette divergence relative à l'accord de Skhirat – qui n'est pas nouvelle, qui au contraire est aussi vieille que cet accord lui-même – qu'elle a fini par se concentrer. Il n'en reste pas moins qu'elle revêt aujourd'hui un aspect particulier. Par le passé, il s'est agi d'abord pour les opposants à cet accord d'empêcher qu'il ne s'applique à leurs dépens. Le camp de Tobrouk ne voulait pas d'un régime qui soit dans le prolongement de l'intervention étrangère de 2011, à la différence de celui de Tripoli, qui sait ce qu'il lui doit.

Suite en page 3

Recouvrement fiscal

12 000 milliards de dinars à récupérer



Si le directeur général des impôts rejette l'idée d'une faiblesse du niveau de recouvrement fiscal, il n'en admet pas moins qu'il existe encore des sommes importantes restant à récupérer par son administration, qu'il évalue à environ 12 000 milliards de dinars. Lire page 2

Coordination africaine dans la lutte antiterroriste

L'Algérie pour une coopération sur le retour des «terroristes étrangers»

Page 2

Hadrat El Andalous à Tlemcen

Une forte participation d'associations culturelles

Page 13

Recouvrement fiscal

12 000 milliards de dinars à récupérer

■ Si le directeur général des impôts rejette l'idée d'une faiblesse du niveau de recouvrement fiscal, il n'en admet pas moins qu'il existe encore des sommes importantes restant à récupérer par son administration, qu'il évalue à environ 12 000 milliards de dinars.

Par Louiza Ait Ramdane

L'administration fiscale dépasse les objectifs qui lui sont assignés en matière de recouvrement, s'est-il défendu, ajoutant qu'il y a un débat sur les restes des impôts à recouvrer, relève le directeur général des Impôts, Mustapha Zikara, à l'émission «L'Invité de la rédaction» de la Chaîne III de la Radio algérienne. «Le dernier chiffre avancé est de 12 000 milliards de dinars, dont 8 000 milliards de dinars d'amendes judiciaires», a-t-il indiqué. «Ce n'est pas qu'ils ne sont pas recouverts. Disons qu'il y a des amendes irrécouvrables. On ne peut pas avancer ce chiffre pour minimiser l'action de l'administration fiscale», a-t-il expliqué. Revenant à la fiscalité ordinaire, il signale que sa direction entend la faire évoluer de 11% chaque année, avec l'objectif, précise-t-il, de couvrir, dans les trois ou quatre années à venir, le budget de fonctionnement de l'Etat. Par ailleurs, Mustapha Zikara assure que l'administration fiscale est en mesure d'appliquer l'Impôt sur la



fortune (ISF), qui a été proposé par le gouvernement dans le projet de loi de finances 2018, avant d'être supprimé par la commission des finances de l'APN. «On se consacre à notre modernisation», ajoute-t-il, annonçant qu'à partir de 2018 les grandes entreprises seront

obligées de faire leurs déclarations fiscales par voie électronique. Le DGI assure que l'ISF n'a pas été supprimé pour faire plaisir aux riches. «C'est complètement faux. Les riches n'ont pas été épargnés par le projet de loi de finances 2018. On a pris plusieurs mesures qui les touchent»,

a-t-il dit. Revenant sur les incidences de la loi de finances sur le pouvoir d'achat des Algériens, le DG des Impôts, qui reconnaît que le pouvoir d'achat des Algériens s'amenuise en raison de la crise qui frappe le pays de plein fouet, note que la nouvelle loi de finances a tout de même

essayé de le préserver. Il assure que les prix resteront inchangés pour tous les produits à coûts «plafonnés», à l'exemple du pain, du lait, de l'huile, du sucre et de «certains transports publics». Il relève, néanmoins, que cette année encore, les prix de certains articles ont connu une hausse bien avant l'entrée en vigueur de la loi de finances, une situation qu'il impute à des activités de spéculation. «La hausse des prix est la conséquence de l'environnement économique en général et de la spéculation. Nous avons connu des augmentations à chaque fois, et les gens l'imputent à la loi de finances. Mais c'est faux», tient-il à expliquer. Sur les augmentations et taxes frappant les carburants et les tabacs en particulier, il explique qu'elles sont destinées à générer des recettes supplémentaires d'environ 100 milliards de dinars, à titre de contribution au budget de l'Etat, une somme qui viendra s'ajouter à celle tirée de la fiscalité ordinaire qu'il a globalement estimée à quelque 3 000 milliards de dinars. L. A. R.

Coordination africaine dans la lutte antiterroriste

L'Algérie pour une coopération sur le retour des «terroristes étrangers»

«L'Algérie qui maintient un haut niveau de vigilance sur son territoire et sur ses frontières pour se prémunir des menaces terroristes qui pèsent sur son voisinage immédiat, ne ménagera aucun effort pour promouvoir la coopération bilatérale et régionale autour de la lutte contre les risques véhiculés par les combattants terroristes étrangers», a indiqué le représentant du ministère des Affaires étrangères, Haoues Riache, à l'ouverture de la 11^e réunion annuelle des Points focaux du Centre africain d'études et de recherche sur le terrorisme (CAERT), dont les travaux se sont ouverts dimanche à Alger. A ce titre, le représentant de la diplomatie nationale a avant tout mis l'accent sur le risque encouru par les pays de la région du fait du fait du retour «des combattants terroristes étrangers» des zones de combat en Syrie et en Irak vers leurs pays d'origine ou vers d'autres zones de conflits et crises, parmi lesquelles «la région du Sahel, de la Corne d'Afrique et celle du Bassin du Lac Tchad», les régions «les plus visées». A ce titre, il indiquera que les informations disponibles actuellement affirment que «les jeunes Africains qui se sont engagés dans l'aventure terroriste et qui vont retourner vers l'Afrique se comptent malheureusement par milliers, mettant ainsi davantage de pression sur les ressources déjà limitées d'un grand nombre de pays africains». Ce qui lui fera dire que «l'Algérie mesure pleinement la gravité de la menace sur la sécurité et la stabilité des pays dont sont porteurs ces criminels». Argument à l'appui, il évoquera «le retour dans les années quatre-vingt-dix de ce que l'on appelait, à l'époque, les Afghans», qui, poursuivra-t-il, étaient «idéologiquement bien formés, militairement aguerris et souvent maîtrisant parfaitement l'usage d'internet et des réseaux sociaux, ces criminels sont invités par leurs chefs à



poursuivre leurs actions destructives sous forme de guérilla là où ils se trouvent».

En second lieu, Haoues Riache soulignera «la connexion avérée et documentée» entre le terrorisme et le crime organisé transnational. Laquelle connexion est aujourd'hui établie dans de nombreuses régions du continent africain avec de solides ramifications internationales, a-t-il relevé. Et à lui d'évoquer le phénomène de trafic de drogue en tout genre (cocaïne, héroïne, haschich et psychotropes), celui de la migration illégale et trafic d'êtres humains, d'armes, de contrebande... «La liste est malheureusement longue», a-t-il dit, estimant que les

«autant de défis posés à nos pays et à notre continent, mais aussi à la communauté internationale dans son ensemble et qui appellent à une meilleure connaissance de ces menaces et à une meilleure réponse individuelle et collective».

Ainsi, sur cette connexion entre le terrorisme et le crime organisé à laquelle s'ajoutent l'économie informelle et la difficulté de contrôler pleinement les mouvements d'argent, le représentant de la diplomatie algérienne évoquera la question du financement du terroriste. Une question qui, ajoutera-t-il, puise également dans ce qu'il a appelé «l'apport extra africain», c'est-à-dire «le paiement des

rançons dans les situations de kidnapping». Il s'agit, selon lui, de «la facilité d'accès des groupes terroristes aux ressources financières». Une facilité qu'il qualifiera de «plaie» dans la mesure où ces sources de financement permettent aux groupes terroristes d'«élargir à de nouveaux pays africains leur menace et de commettre des actes terroristes en nombre croissant dans des pays qui étaient à l'abri jusqu'à maintenant». Autant de «faillites relevées dans l'architecture normative internationale mise en place pour lutter contre ce fléau et qui interpellent nos pays certainement, mais plus encore la communauté internationale, pour plus de coopération ciblée et de solidarité active afin de parvenir au tarissement de ces sources».

Quelque 6 000 «combattants étrangers»

Pour sa part, le Commissaire à la paix et à la sécurité de l'Union africaine (UA), Smail Chergui, a estimé que les Etats membres de l'UA doivent adopter «une stratégie inclusive, dynamique et robuste» pour prévenir l'extrémisme violent, remédier aux conditions qui favorisent la propagation du terrorisme et contrecarrer l'éventuel retour de quelque 6 000 «combattants étrangers», notamment de Syrie et d'Irak vers leurs pays d'origine en Afrique. «Les ressources financières considérables générées par les différentes formes de criminalité dans lesquelles sont impliqués les terroristes, leur ont permis d'accroître leurs capacités d'acquiescer des armes et munitions très sophistiquées et à recruter de nouveaux membres», a-t-il déclaré.

Lynda Naili

Programmes communaux de développement pour l'année 2018

Le gouvernement double l'enveloppe des projets d'eau

■ Plusieurs wilayas de l'intérieur du pays et même certaines communes de la capitale, souffrent de perturbations dans l'alimentation en eau potable, ce qui a amené le gouvernement à doubler l'enveloppe des projets d'eau potable des programmes communaux de développement pour l'année 2018.

Par Thinhinene Khouchi

Dans plusieurs communes du pays, l'eau reste rare ou même dans certains cas introuvable. Cette situation qui martyrise la population a poussé le gouvernement à réagir. En effet, selon les déclarations du ministre des Ressources en eau, Hocine Necib, le gouvernement a décidé de doubler en 2018 l'enveloppe financière octroyée aux opérations d'approvisionnement en eau potable dans les programmes communaux de développement. Le ministre assure que dans les années à venir, le problème du manque d'eau potable, dans certaines communes, ne sera qu'un lointain souvenir et que le gouvernement s'engage de par sa décision de doubler l'enveloppe des projets de son secteur pour l'année prochaine, à améliorer la vie des citoyens et leur faciliter l'accès à l'eau potable. «100 milliards DA ont été mobilisés à l'échelle nationale pour l'eau potable et l'amélioration du cadre de vie des populations», a-t-il indiqué lors de l'inspection de l'opération de désenvasement du barrage de Ksob, dans la commune de M'sila, dans le cadre de sa visite de travail de deux jours dans cette wilaya. Necib a donné des instructions aux responsables locaux du secteur pour établir des priorités en matière d'alimentation en eau potable afin de réduire le déficit enregistré dans plusieurs communes de cette wilaya. Le ministre a en outre indiqué qu'une décision a été prise pour que les études pour les grands transferts d'eau à partir du Sud du pays vers les Hauts plateaux, limités dans l'approvisionnement en eau potable, soient élargies à l'irrigation agricole.



Les études doivent être «confiées aux bureaux d'études nationaux»

Le premier responsable du secteur des Ressources en eau a reçu des explications sur le désenvasement du barrage de Ksob duquel plus de deux millions m³ de vase ont été retirés depuis 2014, selon les techniciens des ressources en eau de la wilaya pour qui la vanne enfouie sera prochainement atteinte. Concernant le périmètre d'irrigation de ce barrage,

en cours de réaménagement, il a été indiqué que 4 000 hectares y seront irrigués, soit la même surface irriguée que durant les années 1960. Le ministre a poursuivi hier sa tournée dans la wilaya par la visite d'un forage albien à Ouled Mansour et a appelé à contribuer à l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable de sept communes de l'Est de la wilaya. Le ministre a aussi indiqué que les études relatives aux projets du secteur seront désormais «exclusive-ment» confiées aux bureaux d'études nationaux. Le secteur des Ressources en eau s'apprê-

te à concrétiser plusieurs projets structurants, dont «les études doivent être confiées aux bureaux d'études nationaux», a indiqué le ministre, qui présidait hier, dans la capitale du Hodna, la cérémonie de la mise en eau du barrage Soubla, implanté dans la commune de Magra. Il a, dans ce contexte, détaillé que cette démarche vise «la valorisation des compétences nationales dans le domaine des études et l'encouragement des mêmes compétences dans la prise en charge des projets du secteur, dans le volet études».

T. K.

Lutte contre les incendies de forêt/ Protection civile

Tizi Ouzou dotée d'une seconde colonne mobile

La wilaya de Tizi Ouzou sera dotée d'une seconde colonne mobile en vue de renforcer son dispositif humain et matériel de lutte contre les incendies. En effet, en application des engagements pris par le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales lors de sa visite dans la wilaya de Tizi Ouzou le lendemain des incendies meurtriers d'Ait Yahia Moussa de l'été dernier, la Protection civile locale prendra possession de cette colonne ce mardi en présence d'un représentant de la direction générale du même corps constitué. Pour rappel, le manque de moyens humains et matériels de la Protection civile de Tizi Ouzou

avait été décrié par les populations lors de l'épisode des feux de forêt de l'été dernier. Et la demande de doter la wilaya de Tizi Ouzou par plus de moyens avait été exprimée par les habitants et des élus aux côtés des responsables locaux de la Protection civile à l'occasion de la venue de Nouredine Bedoui pour constater les dégâts des incendies. Une colonne mobile est constituée de neuf camions-citernes de lutte contre les feux légers, d'un camion de lutte contre les feux moyens et d'un autre de lutte contre les incendies (gros tonnage), d'un camion de transport et d'une ambulance médicalisée ainsi

que d'une cinquantaine d'éléments (officiers, sous-officiers et agents) dont un médecin, rappelle-t-on. Ce renforcement des moyens de lutte contre les feux de forêts s'ajoute aux autres actions de compensation des victimes de ces incendies, à travers toutes les wilayas concernées par les violents incendies de l'été dernier et dont Tizi Ouzou a été la plus touchée. Au titre du programme de compensation des dégâts, Tizi-Ouzou a déjà bénéficié de deux autres programmes dont l'un a été inscrit à l'indicatif du secteur des forêts et doté d'une enveloppe financière de plus de 231 millions de DA pour la réalisation de

travaux d'urgence pour la plantation de 29 508 oliviers, 34 458 autres arbres fruitiers, une taille de régénération sur 61 127 plants et l'aménagement d'un total de 48 km de pistes agricoles. Le second programme a été inscrit au profit du secteur de l'agriculture et est doté d'un montant de 41,7 millions de DA pour compenser la perte de 2 208 ruches pleines, 394 ruches vides, 22 hausses de ruches, 31 têtes ovines, 2 bovins, 27 330 poulets de chair, 21 bâtiments d'élevage bovins et 126 serres avicoles et autres. En outre, pas moins de 79 aides à l'habitat rural ont été mobilisées par les pouvoirs publics au pro-

LA QUESTION DU JOUR

Des élections pour sortir de l'accord de Skhirat et de la crise

Suite de la page une

Il se trouve que l'accord de Skhirat est l'expression même de la collusion entre la pseudo-révolution du 17 février et les puissances occidentales qui se sont vite saisies de l'occasion qui se présentait pour réaliser un objectif depuis longtemps caressé par elles : abattre le régime Kadhafi. A la suite de quoi les nationalistes libyens se sont regroupés à l'est du pays, autour de Benghazi, et leurs adversaires pro-occidentaux à l'ouest, dans Tripoli et ses dépendances. Il n'y a pas d'autre signification politique à la cassure à la fois politique et territoriale de la Libye. Le camp de Tobrouk n'est pas celui des partisans de l'ancien régime, comme on dit parfois, mais celui de ceux qu'on pourrait plus justement appeler les souverainistes libyens, au nombre desquels il est vrai se trouvent les nostalgiques de Kadhafi. Cette opposition a vu le jour en Libye, mais elle n'est pas spécifiquement libyenne. N'importe quel pays qui connaîtrait une situation comparable, à plus forte raison s'il est arabe, se diviserait selon la même ligne de fracture. Les islamistes appartiennent au camp de Tripoli, de même qu'en Syrie ils font partie de l'opposition soutenue par l'Occident et les monarchies du Golfe. La nouveauté aujourd'hui, c'est que le rejet de l'accord de Skhirat ne donne pas sur l'impasse comme les fois précédentes, mais sur l'acceptation de sa finalité même : l'organisation d'élections dès l'année prochaine. Plus besoin dans ces conditions de période transitoire, et par la suite plus besoin de Skhirat, du moment qu'il a été conçu pour y conduire. Or s'il est quelque chose sur lequel tout le monde convient, c'est bien de faire de l'organisation d'élections irréprochables la vraie issue à la crise libyenne. Redonner la parole aux électeurs pour qu'ils puissent faire eux-mêmes le choix entre les deux camps en présence. La tâche de l'émissaire onusien, Ghassan Salamé, s'en trouve grandement simplifiée : il ne s'agit plus pour lui de faire tenir ensemble des adversaires que tout sépare mais d'organiser des consultations qui soient incontestables. Elle change même de nature : elle était d'ordre politique, la voilà devenue essentiellement technique. La résolution du Conseil de sécurité reconduisant l'accord de Skhirat est du même coup sans objet.

M. H.

Programme spatial 2020-2040

Plusieurs satellites seront lancés, selon de DG de l'ASAL

■ Ce nouveau programme sera effectif après l'achèvement du programme spatial national 2006-2020 qui a enregistré le lancement avec succès de 5 satellites dont le dernier est Alcomsat-1.

Par Ghani Y

L'Algérie ambitionne de lancer plusieurs satellites de dernière génération dans le cadre de son programme spatial 2020-2040 qui «est actuellement en cours d'étude», a annoncé lundi à Alger, le directeur général de l'Agence spatiale algérienne (ASAL), Azzedine Oussedik. Un programme spatial national, qui prévoit «le lancement de plusieurs satellites de dernière génération, est en cours d'étude au niveau de l'ASAL», a indiqué M. Oussedik, lors d'une confé-



rence de presse consacrée au lancement réussi le 11 décembre du satellite algérien de télécommunications spatiales Alcomsat-1 depuis la station chinoise Xichang. Il a expliqué que ce nouveau programme sera effectif après l'achèvement du programme spatial national 2006-2020 qui a enregistré le

lancement avec succès de 5 satellites dont le dernier est Alcomsat-1. Concernant Alcomsat-1, M. Oussedik a indiqué que le lancement de ce satellite vise «le renforcement de la souveraineté nationale en matière de télécommunications, à travers la mise en place d'un réseau de transmissions appro-

prié, performant et sécurisé». Il permet la continuité de fonctionnement des services de télécommunications en cas de catastrophes naturelles majeures, l'augmentation de la capacité du réseau national de télécommunications, la délocalisation des activités et services concentrés au nord du pays grâce à un

réseau de télécommunications optimisé, la réduction des coûts d'exploitation actuels liée à l'utilisation de la capacité spatiale fournie par des systèmes de télécommunications internationaux, le transfert technologique et le savoir-faire, a-t-il fait valoir.

Samah Y./APS

Artisanat

La rose des sables, une richesse naturelle à valoriser

La valorisation de la rose des sables, une des richesses naturelles que recèle la wilaya de Ouargla, revêt une importance pour son rôle en tant que facteur d'attractivité touristique, estiment des acteurs de la société civile approchés par l'APS. Semblable aux pétales d'une rose avec une couleur dépendant des sables (brun, marron clair ou jaune-sable), cette roche sculptée par dame nature en sous-sol, à une profondeur de 2 à plus de 3 mètres, par la cristallisation de minéraux, n'a pas encore trouvé la place qu'elle mérite comme symbole de l'identité de Ouargla susceptible de contribuer au développement des particularités touristiques locales ainsi qu'à la génération de revenus appréciables, notamment pour les habitants des zones rurales, a-t-on souligné. Néanmoins, l'extraction de la rose des sables, dont la découverte remonte aux années 1950 dans la localité de Ghars Bougoufla relevant de la commune de N'goussa (nord-ouest de Ouargla) et qui englobe quasiment les plus importants gisements de rose des sables de la région, est devenue un métier en voie de disparition, avec un nombre d'artisans exerçant dans ce domaine qui n'a cessé de diminuer d'une année à l'autre, indique le président de l'association touristique «rose des sables d'or», Mohamed Hanichat. Pratiquée actuellement par certains fidèles aux traditions de leurs aînés dans différentes loca-

lités de N'goussa, telles que El-Bour, Ghars Bougoufla, El-Khobna et Frane, l'extraction de la rose des sables (brute), vendue à des prix oscillant entre 120 et 200 DA le kilogramme, se fait manuellement, ce qui rend cette activité pénible et, du coup, réduit son intérêt, a-t-il fait savoir. Pour cela, M. Hanichat a mis l'accent sur la nécessité de soutenir cette catégorie, tout en assurant le contrôle et la préservation des gisements (sites miniers) de rose des sables contre l'exploitation anarchique. De plus, la commercialisation de la rose des sables, utilisée généralement après son traitement

comme un objet d'ornement, a connu un net recul justifié notamment par la baisse considérable des flux touristiques dans la région, a-t-on signalé. Appelée localement «El-Hadjra» (la pierre), la rose des sables a ensuite donné son nom, dans les années 1970, au marché traditionnel dit Souk Lahdjjar, l'ex-Souk Lahtab (marché du bois) jouxtant le vieux ksar de Ouargla.

Préserver les métiers en rapport avec la rose des sables

Aujourd'hui, la vente de la

rose des sables est devenue, et depuis plus d'une dizaine d'années, très rare au niveau de ce marché à vocation touristique, considéré auparavant comme un endroit préféré des touristes étrangers. Dans le cadre du Plan d'action pour le développement de l'artisanat à l'horizon 2020, initié par le ministère de tutelle, l'association touristique «rose des sables d'or», en coordination avec la Chambre locale de l'artisanat et des métiers (CAM), s'emploie à sauvegarder le patrimoine et l'artisanat en voie de disparition, y compris les métiers en rapport avec la rose des sables dont la fête annuelle a été

célébrée à El-Bour (26-28 octobre dernier). Initiée par l'association touristique «rose des sables d'or», avec le concours du centre culturel d'El-Bour et la commune de N'goussa, cette manifestation, à laquelle avaient pris part plusieurs acteurs, a été une occasion pour un échange de connaissances dans le but de valoriser ce créneau artistique et contribuer aux efforts menés par les pouvoirs publics pour donner une impulsion au tourisme en tant qu'un des secteurs prometteurs au titre d'une perspective de développement durable, selon les organisateurs.

Tahar F.

Valorisation

Rencontre internationale sur le patrimoine aujourd'hui à Alger

Une rencontre internationale sur la valorisation du patrimoine culturel à travers les médias et le traitement médiatique des questions liées au patrimoine devra se tenir mardi à Alger. Intitulé «Patrimoine à la Une!» cette rencontre organisée par le ministère de la Culture et le programme d'appui au patrimoine culturel algérien de l'Union européenne devra faire le point des expériences de journalistes algériens et étrangers ayant travaillé sur le patrimoine culturel. Le rôle de la «communication institutionnelle dans la valorisation et la protection du patrimoine» et la mise en valeur du patrimoine saharien seront abordés par des journalistes et des cadres du ministère de la Culture. Les enjeux du journalisme spécialisé dans le patrimoine et le rôle du journaliste dans la promotion du patrimoine culturel comme vecteur de développement du tourisme alternatif sont également au programme de la rencontre au

cours de laquelle l'expérience des Emirats Arabes Unis dans le domaine du patrimoine immatériel sera présentée. Cofinancé par l'UE et l'Algérie à hauteur de 21.5 millions et 2.5 millions d'euros respectivement, le programme d'appui à la protection et à la valorisation du patrimoine culturel en Algérie (Uap) vise à renforcer la méthode d'inventaire des biens culturels, la mise en place de mesures d'urgence pour la sauvegarde des biens et l'installation de chantiers-écoles. Depuis sa mise en œuvre, le programme a financé 18 associations porteuses de projets liés à la protection du patrimoine à hauteur de 13 millions d'euros, formé un premier noyau d'archéologues spécialisés dans l'inventaire et dispensé plusieurs formations dans le domaine de l'archivage et la restauration d'archives photo et vidéo. Une première plateforme informatique de traitement et de gestion des fiches d'inventaires des biens

culturels, baptisée «Touisa», avait été mise en place par ce programme. Lors du lancement de ce projet en 2015, les responsables de l'Uap avaient annoncé un cycle de formation sur le traitement médiatique des questions liées au patrimoine à l'attention des journalistes algériens, en collaboration avec le ministère de la Culture. Cette formation n'a pas encore démarré. Sur le plan de la restauration du patrimoine matériel, le programme a lancé l'étude d'exécution des travaux de restauration du monument funéraire berbère Imedghacen (Batna), confiée à un consortium français ainsi que des chantiers-écoles à La Casbah d'Alger et au musée des antiquités et des arts islamiques. Un autre programme de formation de formateurs aux métiers liés au patrimoine a également été lancé en collaboration avec le secteur de la formation professionnelle à Oran.

Yanis G.

Sidérurgie/A l'horizon 2020

La production nationale sera portée à 12 millions de tonnes/an

■ La production nationale en sidérurgie sera portée à 12 millions de tonnes/an à l'horizon 2020, contre 2,5 millions de tonnes en 2016, grâce à l'entrée en exploitation des projets publics et privés en cours de réalisation, a indiqué, hier à Alger, le ministre de l'Industrie et des Mines, Youcef Youfsi.

Par Maya S.

Intervenant lors de l'ouverture du Salon de la production nationale des biens et des services dans le secteur du bâtiment, le ministre a aussi affirmé que pour le ciment gris, la production nationale avait réussi à satisfaire la totalité des besoins du secteur de la construction et de tout le marché national. La production nationale de ciment gris, a-t-il poursuivi, a été de plus de 22 millions de tonnes en 2016 et devrait dépasser les 25 millions de tonnes à fin 2017. Selon lui, la production de ciment devrait atteindre les 40 millions de tonnes à l'horizon 2020. Par ailleurs, il a fait savoir que plus de 2 000 projets industriels, publics et privés, avaient été lancés depuis 2002 dans les branches ciment, sidérurgie, briques et produits rouges, céramique, charpente métallique, marbre, matériaux de construction en matière plastique, menuiserie métallique, plâtre et dérivés. Certains de ces projets sont déjà en exploitation, tandis que d'autres sont en cours de réalisation. Dans la filière céramique, plus de 450 projets ont été engagés depuis 2002 pour pouvoir



répondre à la demande du marché national en matière de céramique sanitaire et des carreaux

de sol et revêtement, a-t-il ajouté en précisant que cette filière a pratiquement couvert la deman-

de nationale. S'agissant de la fabrication des briques et de produits rouges, plus de 350 projets

ont vu le jour depuis une quinzaine d'années.

M. S./APS

Arabie saoudite Déficit budgétaire moins important que prévu

L'ARABIE SAOUDITE s'achemine vers un déficit budgétaire pour 2017 inférieur aux prévisions en raison du rebond relatif des prix du pétrole, selon des chiffres officiels publiés hier. Les recettes budgétaires sur les neuf premiers mois de l'année ont augmenté de 23%, à 120 milliards de dollars, par rapport à la même période de l'an dernier, selon ces chiffres du ministère des Finances. Dans le même temps, les dépenses publiques sont restées pratiquement inchangées, à 152,4 milliards de dollars. Le déficit au terme des trois premiers trimestres s'est ainsi établi à 32,4 milliards de dollars, soit 61% du déficit prévu – à 52,8 milliards de dollars – pour l'ensemble de 2017. La hausse des revenus s'explique principalement par l'augmentation de 33% des revenus pétroliers, qui ont atteint 82 milliards de dollars, à la faveur du rebond du prix du baril. Après avoir plongé à 26 dollars début 2016, les cours ont retrouvé des couleurs avec un baril de Brent au-dessus des 60 dollars, une conséquence de l'accord de plafonnement de la production signé il y a un an par les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et leurs partenaires. Les revenus non pétroliers ont par ailleurs augmenté de 6%, à 38,1 milliards de dollars, après l'introduction de taxes sur les cigarettes et les boissons gazeuses en juin. Premier exportateur mondial de pétrole, l'Arabie saoudite doit annoncer mardi son budget 2018, au moment où des économistes prédisent une évolution du produit intérieur brut (PIB) négative pour la première fois depuis 2009. Confronté à un déficit budgétaire persistant, Ryad s'est engagé dans un programme de réformes, sous l'impulsion du prince héritier Mohamed ben Salmane, pour diversifier son économie et réduire sa dépendance à l'or noir. Le royaume, qui a réduit les subventions aux carburants et à l'énergie, prévoit en outre d'introduire une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) de 5% début 2018. (APS)

Pétrole

Le Brent ouvre la semaine à plus de 63 dollars à Londres

Les prix du pétrole montaient encore hier en cours d'échanges européens, profitant de la faiblesse du dollar et de la baisse du nombre de puits actifs aux Etats-Unis. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en février valait 63,46 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 23 cents par rapport à la clôture de vendredi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat de janvier prenait 29 cents à 57,59 dollars. «Les deux références du brut profitent de la faiblesse du dollar», a commenté un analyste. Comme les prix du baril sont fixés en dollars, la faiblesse de la monnaie américaine permet aux investisseurs utilisant d'autres devises d'effectuer des achats à bon compte. Par ailleurs, les marchés digéraient les données hebdomadaires de l'entreprise de services pétroliers Baker Hughes sur le nombre de puits actifs aux Etats-Unis. Avec une baisse de 4 puits, l'industrie américaine du pétrole a mis un terme à cinq semaines consécutives de hausse, qui alimentaient l'inquiétude des marchés quant à un envol de la production des Etats-Unis. «Le nombre de puits a notamment baissé dans le bassin dit Permian (dans l'ouest du Texas, ndr) pour la première fois en huit semaines», ont détaillé des analystes. Cette région est particulièrement observée par les marchés car c'est là que se situent les puits de pétrole de schiste, plus coûteux à exploiter et dont la remontée des prix du baril pourrait doper l'activité. Les analystes gardaient également un œil sur la mer du Nord, où la fermeture depuis une semaine de l'oléoduc de Forties, qui représente 40% de la production d'hydrocarbures du

Royaume-Uni, soutient le prix du Brent. «Il n'y a toujours pas d'information fiable sur la durée des réparations et la date de reprise des opérations. Par conséquent, le marché perd actuellement plus de 400 000 barils par jour de pétrole de Forties, un composant clef du prix du Brent», ont souligné des analystes. (APS) Introduit en 2005, le panier de référence de l'Opep comprend quatorze types de pétrole, dont le Sahara Blend (Algérie), l'Iran Heavy (Iran), Es-Sider (Libye), Basra Light (Irak), Bonny Light (Nigeria), Arab Light (Arabie saoudite), Girassol (Angola) et le Mery (Venezuela). Vendredi, les cours du pétrole divergeaient en fin d'échanges européens après une semaine volatile, alors que les baisses de production causées par une fermeture d'oléoduc en mer du Nord compromettent des prévisions pessimistes sur la demande en 2018. En fin de journée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en février prenait 63,16 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 15 cents par rapport à la clôture de jeudi. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat de janvier prenait 18 cents à 57,22 dollars. «Les prix du Brent ont bondi en début de semaine avec la fermeture de l'oléoduc de Forties, mais ils ont reculé devant les signes d'une hausse de la production de l'AIE», ont résumé des analystes. Ineos, l'opérateur du principal oléoduc du Royaume-Uni, a déclaré une situation de «force majeure» jeudi et a officiellement reconnu que son pipeline, par lequel transite 40% de la production britannique d'hydrocarbures, ne reprendrait pas son activité avant plusieurs semaines. «Au moins 400 000 barils par jour ne pourront pas

être acheminés dans un futur proche», a calculé Commerzbank, ajoutant qu'un rapport de l'Agence internationale de l'Energie (AIE) a réduit la perspective de production britannique de 300 000 barils par jour pour décembre en conséquence de cet engorgement. La même agence a par ailleurs anticipé un marché mondial «à l'équilibre en 2018, avec un surplus de l'offre au premier semestre qui serait effacé plus tard dans l'année», a expliqué un analyste. L'AIE a également relevé jeudi dans son rapport mensuel ses prévisions de production pour les pays non Opep pour 2018. Pour sa part, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), dans son rapport publié mercredi, a indiqué qu'en 2018 la production de brut de l'Opep devrait atteindre 33,2 mb/j, un chiffre supérieur aux niveaux de production de cette année (32,8 mb/j), mais moins qu'anticipé jusqu'alors. En novembre, la production de brut de l'organisation a baissé, selon le rapport qui précise que, les quatorze pays du cartel ont pompé un total de 32,45 mbj en novembre, soit 133 000 barils par jour de moins qu'en octobre. Le déclin a surtout été marqué en Angola, en Arabie saoudite, au Venezuela et aux Emirats arabes unis. L'Opep et ses partenaires, dont la Russie, ont renouvelé, fin novembre, jusqu'à fin 2018 un accord de baisse de la production, qui vise à rééquilibrer le marché mondial et à redonner des couleurs aux prix du baril. La croissance de la demande mondiale de pétrole devrait pour sa part atteindre 1,51 mb/j en 2018 (contre une précédente prévision de 1,26 mb/j), pour atteindre 98,45 mb/j, estime par ailleurs l'Opep selon qui la demande a aussi été plus forte que prévu cette année. M. S.

Mostaganem

Plantation de 5 200 arbustes d'argan en sept sites et barrages

■ *Quelque 5 200 arbustes de l'espèce d'argan ont été plantés dernièrement dans sept espaces forestiers et sites de barrages dans la wilaya de Mostaganem, a-t-on appris, dimanche, de la Conservation des forêts.*

Par Ghani T.

La chargée d'information à la conservation, Menaouer Zahra, a indiqué que l'opération a permis le reboisement de 13 hectares en arganier dans la forêt de Stidia (2 ha), la forêt de Nador dans la commune de Tazgait (2 ha), la forêt d'El Mactaa à Fornaka (2 ha), Agboub à Safsaf (2 ha), le site «Si Berrahal» à Hassi Mameche (2 ha), le site du barrage de Oued Kerada à Sidi Ali (1,5 ha), le barrage de Oued Kramis à Achaacha (1,5 ha).

Cette espèce rare en Algérie est acquise auprès de la pépinière de la Conservation des forêts de la wilaya de Mostaganem et les sept sites seront réservés, à l'avenir, à la cueillette des semences, la production de plants et leur distribution dans la wilaya et à travers le territoire national. L'arganier est connu

pour son importance économique, médicale, esthétique, où chaque hectare de cette espèce peut produire 400 litres d'huile d'argan dont le prix est estimé à plus de 12 000 DA le litre, a fait savoir Menaouer Zahra.

L'huile d'argan est utilisée dans le traitement des maladies cardiaques, le rhumatisme et les maladies de la peau. Elle stimule également la circulation sanguine et aide à réduire le cholestérol dans le sang. Elle est également utilisée pour nourrir les cheveux, le traitement de l'acné et de l'eczéma et la consolidation des ongles.

L'arbre d'argan peut également être utilisé pour l'aliment du bétail (feuilles), de l'abeille (fleurs), en bâtiment et fabrication du meuble (bois) et en art culinaire (huile), a indiqué la chargée d'information.

La Conservation des forêts de la wilaya de Mostaganem compte créer des mini-coopératives



de production et encourager la femme rurale à accéder à cette activité lucrative.

Pour rappel, l'arganier se trouve à Tindouf et Mostaganem (Algérie), au Maroc et en

Palestine et est célèbre pour son huile rare dans le monde.

G. T./APS

Sétif/Ain Kebira

10 policiers blessés en empêchant des émeutiers de commettre des actes de vandalisme

Dix éléments de la Sûreté nationale ont été atteints dimanche de blessures «légères» en empêchant des émeutiers de la cité Ain Touila de commettre des actes de vanda-

lisme au centre-ville d'Ain Kébira (Sétif) sur fond des affrontements éclatés vendredi lors d'un match derby de football, a indiqué le chargé de la communication et des relations publiques à

la sûreté de wilaya, le lieutenant de police Abdelwahab Aïssani.

Des jets de pierres et d'artifices avaient eu lieu vendredi après-midi entre les supporters des deux clubs de la même ville,

Widad Ain Touila et Chabab Ain Kébira, lors du match les ayant opposés pour le compte du championnat de division honneur, faisant plusieurs blessés et ayant entraîné dans leur sillage

la mort d'un jeune de 25 ans, selon la même source.

Supporter du Widad Ain Touila, le jeune décédé avait été suivi après le match par un supporter de Chabab Ain Kébira qui, après des altercations verbales liées à l'échauffourée, poignarda la victime qui succomba à ses blessures à l'hôpital d'Ain Kébira, a ajouté le lieutenant de police Aïssani.

La même source a indiqué que l'intervention, vendredi, des agents de la sûreté de la daïra d'Ain Kébira pour s'interposer entre les supporters des deux clubs après l'arrêt du match à la 61^e minute, avait fait deux blessés dans les rangs de la police, sans autre incident.

Un cadre de l'hôpital d'Ain Kébira, Rabah Bendhif, a indiqué que les services de cet établissement ont reçu vendredi passé 60 supporters et deux policiers blessés.

Yanis F.

Oran

Valorisation des contributions de l'université «Ahmed-Benbella»

Les participants au colloque national sur le rôle de l'université dans la société : université d'Oran 1 «Ahmed-Benbella» comme exemple, organisé dimanche à Oran, ont valorisé les contributions de cet établissement d'enseignement supérieur dans divers domaines littéraire, historique, juridique, social et scientifique.

L'écrivain Abdelmalek Mortad a abordé, dans son intervention, les contributions de cette université dans la créativité littéraire, citant une soixantaine de romans produits par des romanciers ayant étudié dans cet établissement universitaire, célèbres à l'échelle nationale, arabe et mondiale dont Wassini Laâredj et Amine Zaoui.

Le professeur Mortad, qui a enrichi la

Bibliothèque nationale et universitaire par ses créations littéraires, a ajouté que l'université d'Oran «est classée première» au niveau national dans la domaine de la littérature (critique, études, ...), rappelant que dans cet établissement se sont forgés des poètes de renom au niveau national et arabe dont les poétesses Rabiaa Djalti, Zineb Laouedj, Khaldia Djaballah et Kheira Hamr El Ain, nonobstant des critiques en littérature comparée. Le doyen de la faculté des sciences humaines et islamiques de cette université, Dahou Faghrou, a évoqué, pour sa part, l'évolution de la recherche historique à l'université d'Oran 1 en présentant un aperçu sur l'histoire de fondation de la spécialité histoire.

Le département d'histoire a formé plu-

sieurs universitaires qui enseignent dans des universités dans l'ouest du pays et qui ont, à leur actif, des productions et ouvrages sur l'histoire du pays, a-t-il fait savoir.

Les participants au colloque ont abordé aussi la contribution de l'université d'Oran 1 au développement des études en droit, en patrimoine algérien, en développement des entreprises en s'ouvrant sur l'environnement extérieur. Cette rencontre, qui entre dans le cadre de la célébration du 50^e anniversaire de la fondation de l'université 1 «Ahmed-Benbella», est organisée par le laboratoire des manuscrits de la civilisation islamique en Afrique du Nord avec la participation d'une élite d'universitaires dans l'ouest du pays.

Hania T.

Blida

40 000 emplois créés depuis le début de l'année 2017

Près de 40 000 emplois ont été créés depuis le début de cette année à Blida grâce aux nombreux dispositifs publics dédiés pour ce faire, a indiqué, dimanche, le directeur de l'emploi de la wilaya. Dans un point de presse animé en marge d'une manifestation dédiée aux différents dispositifs publics de soutien à l'emploi, Kamel Belalouache a prévu une hausse du nombre d'emplois créés à 50 000 à la fin de l'année 2017, soulignant que le taux de chômage à Blida, estimé à 6% actuelle-

ment, est parmi les plus faibles à l'échelle nationale. Le responsable local de l'antenne de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (Ansej), Mouloud Ben Azzouz, a fait part, quant à lui, du financement, à la période indiquée, de plus de 70 projets d'investissement à l'origine de la création de près de 140 postes de travail. Pour l'année 2018, l'Ansej et la Cnac (Caisse nationale d'assurance chômage) ambitionnent la création de 800 micro-entreprises à Blida, a-t-il indiqué. Par ailleurs, quelque

12 569 placements ont été réalisés dans la wilaya, dont 26% de diplômés de la formation professionnelle et 16% de diplômés universitaires, et ce, sur un total de 46 365 demandeurs d'emploi recensés par la direction du secteur, a affirmé le directeur de l'agence locale de l'emploi, Azzeddine Nacef.

M. Belalouache, qui a abordé, à l'occasion, les contraintes entravant les porteurs de projets dans l'extension de leurs activités, à leur tête le problème de manque de foncier, s'est engagé, auprès

d'eux (porteurs de projets), à leur accorder «tout le soutien nécessaire afin de bénéficier d'un foncier industriel, dans le cadre du projet de la zone d'activités prévue à l'aménagement dans la région d'Ain Romana», à l'ouest de Blida, sur une surface de 275 ha. En marge des journées «portes ouvertes», une visite guidée a été organisée au profit des représentants de la presse, vers un nombre de micro-entreprises prospères financées par le biais d'un dispositif d'emploi, dont une unité spécialisée

dans la construction de structures métalliques à Soumâa, une unité de menuiserie aluminium et une clinique spécialisée en rééducation fonctionnelle, à Ouled Aïch. D'une durée d'un mois, cette manifestation, abritée par le nouveau siège de l'annexe Ansej de Blida, a pour but de faire la promotion des prestations assurées par les dispositifs publics d'aide à l'emploi au profit des diplômés universitaires et autres artisans professionnels désireux de lancer leurs propres projets d'investissement. R. R.



Règlement de la crise dans le cadre de l'accord politique libyen

La tripartite sur la Libye affirme son soutien au processus

■ Le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, et ses homologues tunisien, Khemaies Jhinaoui, et égyptien, Sameh Choukriou, ont réitéré leur soutien à l'accord politique libyen en tant que cadre de la solution politique en Libye.

Ph. > D. R.



Par Moncef Gh.

Les participants aux travaux de la réunion ministérielle tripartite (Algérie-Egypte-Tunisie) sur la Libye, tenue dimanche à Tunis, ont affirmé, lors d'une déclaration commune, l'importance de soutenir le processus de règlement de la crise dans le cadre de l'accord politique libyen et de poursuivre la consultation régulière entre les trois pays et annoncé la tenue de la prochaine réunion à Alger.

Le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, et ses homologues tunisien,

Khemaies Jhinaoui, et égyptien, Sameh Choukriou, ont réitéré leur soutien à l'accord politique libyen en tant que cadre de la solution politique en Libye, saluant dans ce sens, le communiqué émanant du Conseil de sécurité daté du 14 décembre en cours, concernant «la situation en Libye». Les trois ministres ont souligné le rôle central et la responsabilité politique et juridique de l'ONU, qui initie le dialogue politique libyen et assure le suivi de la mise en œuvre de ses dispositions et l'application de ses conclusions.

Dans ce cadre, les ministres ont exhorté l'ensemble des par-

ties libyennes à privilégier l'intérêt national du peuple libyen et à favoriser le dialogue et le consensus permettant de mettre en œuvre le «plan d'action pour la Libye», proposé par l'envoyé spécial du Secrétaire général de l'ONU pour la Libye, Ghassane Salame, qui était au cœur du communiqué du Conseil de sécurité rendu le 10 octobre 2017, de mettre fin à la phase transitoire le plus tôt possible dans une ambiance pacifique, en concrétisant les échéances constitutionnelles et exécutives et assurant un climat sécuritaire et politique favorable pour l'organisation des élections présiden-

tielles et législatives. Les ministres ont appelé toutes les parties à assumer leurs responsabilités pour réaliser toutes les échéances figurant dans l'accord politique.

Réitérant leur refus à toute intervention en Libye, à toute forme d'escalade ou tentative par une quelconque partie libyenne visant à saper le processus politique, les ministres ont réitéré leur attachement à l'unité, à la stabilité et à l'intégrité territoriale de la Libye avant de souligner que la solution politique doit être libyenne et émaner d'une volonté et d'un consensus de toutes les compo-

santes du peuple libyen sans exclusif ou discrimination. Ils ont mis également l'accent sur l'importance d'unifier l'ensemble des institutions nationales libyennes, y compris l'Armée libyenne.

Les ministres ont salué les efforts déployés par les autorités libyennes pour résoudre la crise des migrants clandestins, soulignant que le phénomène de l'immigration nécessite une approche globale de la communauté internationale qui prend en considération les causes de ce phénomène lié au développement et au règlement des crises.

Les ministres ont convenu de continuer de favoriser la coordination sécuritaire entre les trois pays en vue d'évaluer les menaces terroristes qui guettent la sécurité et la stabilité de la Libye, des trois pays et des pays voisins, et de consolider l'échange d'informations, outre de détecter le déplacement des éléments terroristes dans la région venant des zones de conflits.

Par ailleurs, les ministres ont mis en garde contre la dégradation des conditions de vie du peuple libyen à cause de l'instabilité et la prolongation du processus politique, soulignant la priorité d'assurer le service public au citoyen libyen et d'améliorer les conditions de son quotidien.

Les ministres ont convenu de tenir la prochaine réunion à Alger, dont la date sera fixée ultérieurement.

M. Gh./APS

Sahara occidental

Siemens interpellé par WSRW sur son implication dans des projets illégaux

L'observatoire des ressources du Sahara occidental (WSRW) a interpellé encore une fois le groupe international Siemens sur son implication dans la majorité des projets marocains illégaux d'énergie éolienne dans les territoires sahraouis occupés.

WSRW a fait savoir, dans un communiqué publié samedi, qu'il a de nouveau adressé une lettre à Siemens dans laquelle il a demandé à l'entreprise si elle a obtenu l'autorisation du peuple du Sahara occidental avant de s'impliquer dans presque tous les projets d'énergie éolienne marocains dans les territoires occupés, comme l'exige le droit international.

La lettre de WSRW envoyée le 7 décembre «répète une seule et même question à Siemens, reprenant pour l'essentiel une question que Siemens continue d'esquiver : le peuple du Sahara occidental a-t-il donné son accord pour que les éoliennes de Siemens soient installées sur leurs terres ?», précise le communiqué.

Dans un précédent rapport, WSRW avait relevé que le Maroc envisage de construire encore plus de parcs éoliens

au Sahara occidental occupé, confiés à Nareva, la société d'énergie éolienne, propriété du roi marocain, et Siemens, le géant allemand d'ingénierie.

Il rappelle, dans son dernier communiqué, qu'en décembre 2016, le Maroc a lancé un appel d'offres pour installer un réseau d'électricité à très haute tension dans le Sahara occidental, un territoire illégalement occupé par le Maroc depuis 1975.

Le projet envisage de relier deux parcs éoliens : l'usine d'Aftissat (200 MW) et la ferme de Boujdour (400 MW), qui seront construites illégalement au Sahara occidental occupé.

Les travaux à Aftissat sont déjà en cours, et la société britannique Windhoist est actuellement en train d'ériger 56 éoliennes Siemens-Gamesa, fruit de la fusion entre Siemens Wind Power et l'entreprise espagnole Gamesa en avril dernier, souligne l'observatoire.

Il précise que ce projet fait partie d'un programme qui comprend également la construction de cinq parcs éoliens dont deux au Sahara occidental, le premier à Boujdour et le second à Tiskrad, une ville

proche d'El Aâyoun, la capitale du Sahara occidental occupé.

Le géant Siemens est impliqué dans pratiquement tous les parcs éoliens du territoire occupé, affirme encore une fois l'observatoire.

L'entreprise allemande a fourni des pièces d'éoliennes pour le parc opérationnel de Fom el Oued, a remporté l'appel d'offres pour la construction du parc éolien de Tiskrad et de Boujdour, et fournit également les pièces nécessaires à la construction du parc éolien d'Aftissat, relève WSRW.

L'observatoire rappelle encore une fois, qu'avec les nouveaux parcs éoliens prévus à Boujdour, plus de 40% de l'énergie éolienne du Maroc sera produite illégalement dans les territoires occupés du Sahara occidental.

Pour rappel, la présidente de WSRW, la britannique Joanna Allan, avait affirmé, dans une étude diffusée l'année dernière par la revue britannique «The Journal of North African Studies», que les sociétés complices avec le Maroc dans l'exploitation des richesses du Sahara occidental occupé contribuent à prolonger le conflit

opposant le Maroc et le Front Polisario et privent le peuple sahraoui de ses droits à une vie décente.

Joanna Allan a souligné que le peuple sahraoui souffre alors que sa richesse est dépouillée par des firmes complices avec l'occupant marocain.

L'étude a relevé que dans les territoires du Sahara occidental, l'occupant marocain exploite le phosphate, le poisson, les produits agricoles, le sel, le sable et l'énergie éolienne, ne laissant aucune chance aux Sahraouis d'en bénéficier.

WSRW considère cette exploitation illégale comme une atteinte aux droits du peuple sahraoui puisque la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental n'est pas reconnue par la communauté internationale, et il s'agit d'une question de décolonisation d'un territoire occupé par une force étrangère.

A noter que le droit international interdit à une puissance occupante d'exploiter les ressources naturelles du pays occupé sans le consentement des peuples autochtones.

Mondji Y.



Kurdistan irakien

Des manifestants incendient des sièges de partis politiques

■ Des manifestants kurdes ont incendié hier le siège des cinq principaux partis politiques du Kurdistan irakien, ainsi qu'un bâtiment des services de sécurité dans la province de Souleymanieh pour protester contre la corruption et exiger la démission du gouvernement régional.

Par Rosa C.

Les manifestants ont mis le feu à ces bâtiments dans la localité de Pirmagroun, à 30 km au nord-ouest de la ville de Souleimaniyeh (nord-est de l'Irak), a affirmé Abdel Razak Charif, un des chefs du parti Goran. Il n'y a pas eu de victimes. Exaspérés par la détérioration de la situation économique après le référendum d'indépendance du 25 septembre initié par l'ancien président Massoud Barzani et rejeté par Bagdad, les protestataires ont incendié les permanences du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani), de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK fondée par Jalal Talabani),

du parti Goran, de l'Union islamique et du Groupe islamique, a-t-il précisé.

Ils ont également mis le feu à un bâtiment des services de sécurité, a-t-il ajouté. Plusieurs milliers de personnes ont manifesté hier à travers le Kurdistan irakien, notamment dans la ville de Souleimaniyeh et dans la province du même nom ainsi que dans des localités de la province d'Erbil.

Parmi eux, beaucoup de fonctionnaires dont les salaires ont été amputés et sont versés de manière erratique mais aussi des travailleurs journaliers victimes du ralentissement économique.

Depuis le référendum sur l'indépendance et les mesures de rétorsion économique de

Bagdad, de nombreuses entreprises ont fermé leurs portes, le chômage s'est accru et les jeunes ne trouvent plus de travail.

Les manifestants ont scandé: «A bas les voleurs», «Mort à Barzani», «A Bas le gouvernement de la corruption» ou encore «A bas le gouvernement qui a perdu les régions disputées».

A Souleimaniyeh, les policiers ont tiré des gaz lacrymogènes pour empêcher les manifestants d'approcher des sièges de partis politiques. L'ex-président du Kurdistan irakien Massoud Barzani avait organisé un référendum sur l'indépendance le 25 septembre malgré l'opposition du pouvoir central de Bagdad qui souhaite que cette région autonome du nord continue d'être partie intégrante de l'Irak. Le «oui» à l'indépendance l'avait largement emporté, mais Bagdad n'a jamais reconnu ce résultat ni le référendum lui-même.

Après la consultation, le gouvernement fédéral avait fait mouvement en direction du Kurdistan et s'était emparé de territoires



PH. > D. R.

disputés entre Bagdad et Erbil, notamment la riche province pétrolière de Kirkouk, portant un coup sévère aux rêves d'indépendance économique des Kurdes. Le Kurdistan irakien qui connaissait déjà une situation

économique difficile avant le référendum en raison de la baisse des cours du pétrole, a vu ses ressources pétrolières réduites de moitié après la perte de Kirkouk.

R. C.



Points chauds

Frontière

Par Fouzia Mahmoudi

Avant de remporter la présidence de Les Républicains, Laurent Wauquiez avait répondu sèchement aux appels du pied du Front national qui espérait un éventuel changement de politique à son égard et une alliance avec la droite. Toutefois, il s'est déclaré déterminé à parler aux électeurs du FN, tout en refusant par avance tout pacte avec Marine Le Pen. Celui que ses adversaires au sein de la droite accusent d'effacer la frontière avec l'extrême droite a dit, lors d'un meeting à Paris, vouloir ramener dans le giron de LR l'électorat déçu par les «lâchetés» du passé. «Je veux parler à ceux que nous avons déçus et qui sont allés voter pour le Front national», a-t-il déclaré. «Parce qu'il n'y a pas 35% de fascistes et d'extrémistes en France. Parce que ce sont bien souvent des gens qui se disent [...] : 'Le problème avec la droite, ce n'est pas qu'elle en dise trop, c'est qu'elle n'en fait pas assez quand elle est aux responsabilités'», a poursuivi Wauquiez. Mais, a-t-il ajouté, «tant que je m'occuperai de notre famille Les Républicains, il n'y aura jamais d'alliance avec Marine Le Pen». De son côté, la présidente du mouvement frontiste a répondu en l'exhortant à aller «au bout de sa logique» en proposant une fois encore une alliance entre les deux partis. La présidente du FN avait en effet estimé que le discours de Laurent Wauquiez contenait beaucoup de thèmes qui n'étaient pas éloignés de ceux de son parti. «Quand j'entends le discours de monsieur Wauquiez aujourd'hui, je me dis, s'il est sincère, compte tenu des propos qu'il tient, il devrait aller jusqu'à proposer une alliance politique, tout cela se discute», avait-elle déclaré. «Je lui demande de sortir de cette ambiguïté. Il faut qu'il aille au bout de cette logique. Ou alors il démontre que ce ne sont que des propos électoraux qu'il envisage de ne pas mettre en œuvre s'il est élu à la tête des Républicains», a poursuivi la présidente du FN. La fin de non-recevoir adressée à Marine Le Pen par Laurent Wauquiez est «la démonstration que sa démarche est totalement insincère», a accusé par la suite David Rachline, responsable de la communication du FN. «M. Sarkozy nous avait fait le coup en son temps: quand on est en campagne interne, en campagne électorale, on bombe un peu le torse, on montre les muscles, on dit "immigration", "identité", "Europe" à tour de bras et puis quand on est en responsabilité, comme M. Sarkozy on fait rentrer plus d'immigrés que sous Jospin», a poursuivi le porte-parole du Front national. «Nous, on est prêt à passer des pactes avec tous les amoureux de la France, tous ceux qui ont la France au cœur et qui veulent la sortir de l'ornière en combattant ardemment l'immigration massive et incontrôlée, en nous battant contre l'islamisme radical, en rétablissant la sécurité et l'ordre républicain partout. Manifestement ce n'est pas avec Laurent Wauquiez que cela se fera», a ajouté le maire de Fréjus (Var). Reste à savoir si les électeurs du FN choisiront de rester fidèles au parti d'extrême-droite ou si la ligne que proposera Wauquiez, qu'il a promis plus à droite que jamais, séduira des électeurs préférant voter pour un parti qui aura, lors de la prochaine présidentielle, des chances de retrouver les chemins de l'Élysée.

F. M.

Russie

La campagne présidentielle officiellement lancée

Le compte à rebours est lancé: la campagne électorale pour la présidentielle du 18 mars en Russie a officiellement débuté hier avec pour favori le président Vladimir Poutine, sans réel concurrent pour lui barrer la route vers un quatrième mandat.

Le début de la campagne a été officialisé par la publication d'un décret du Conseil de la Fédération dans le journal officiel Rossijskaïa Gazeta fixant la date du scrutin. Le 18 mars coïncide avec le quatrième anniversaire de la signature du traité d'annexion de la péninsule ukrainienne de Crimée par la Russie, deux jours après un référendum jugé illégal par Kiev et les Occidentaux. Arrivé au Kremlin en 2000, Vladimir Poutine a annoncé être candidat à un quatrième mandat, ce qui en cas de victoire le placerait à la tête du pays jusqu'en 2024, près d'un quart de siècle après avoir été désigné successeur de Boris Eltsine. Cela ferait de lui le maître du Kremlin resté au pouvoir le plus longtemps depuis Joseph Staline.

Il a précisé jeudi qu'il se présenterait en candidat «indépendant», et non pas en candidat du parti pro-Kremlin Russie Unie, comptant sur «un large soutien des citoyens».

«Le compte à rebours est lancé», a annoncé hier Ella Pamfilova, lors d'une réunion de

la Commission électorale centrale qu'elle préside. Selon elle, 67 partis russes peuvent présenter un candidat à l'élection présidentielle. Elle avait indiqué vendredi que 23 personnes avaient jusqu'à présent «exprimé le souhait de participer» au scrutin.

On retrouve parmi eux les dirigeants du Parti communiste et du parti d'extrême-droite LDPR, tolérés par le régime et siégeant au Parlement où ils ne représentent qu'une opposition de façade, ou la candidate libérale Ksenia Sobtchak, fille de l'ancien mentor du président russe devenue une journaliste d'opposition.

Vladimir Poutine, sans réel concurrent, est crédité de 75% des intentions de vote, et aucun de ses concurrents n'obtient plus de 10%, selon un sondage de l'institut indépendant Levada publié mercredi.

Son principal opposant, Alexei Navalny, ne pourra vraisemblablement pas se présenter en raison de plusieurs condamnations de justice, notamment pour détournement de fonds, dans des affaires qu'il dénonce comme fabriquées de toutes pièces. M. Navalny a indiqué qu'il appellerait au boycott si sa candidature était rejetée.

«Il est hors de question de se résigner au fait qu'ils nous volent le droit de choisir nos propres candidats», a-t-il dénoncé sur son site. Lors de sa conférence

de presse annulée jeudi, le président russe s'est défendu de tenter d'écarter toute opposition, affirmant vouloir un système politique «concurrentiel», avant d'expliquer la faiblesse de ses opposants par les succès de sa politique économique et la nécessité pour ses rivaux de faire des propositions «réelles».

Le principal défi du candidat Poutine pourrait être de remédier au désintérêt de la population, qui pourrait aboutir à un faible taux de participation, alors que seul 28% des Russes se disent prêts à aller voter le 18 mars, selon Levada.

«Pour dire les choses simplement, on nous explique chaque jour que choisir n'est pas nécessaire, puisque le choix a déjà été fait et qu'il est idéal», écrit hier le quotidien russe Vedomosti dans une tribune.

De son côté, la commission électorale s'est dite «prête à mener la campagne au niveau attendu», selon M^{me} Pamfilova. Un peu moins d'un million de personnes seront mobilisées pour assurer son déroulé, selon elle.

Son coût est de 17,5 milliards de roubles (253 millions d'euros), a indiqué M^{me} Pamfilova, promettant une campagne avec «plus de transparence» financière. Cet argent sert à «tromper» les Russes, a dénoncé sur Twitter Alexei Navalny.



Hadrat El Andalous à Tlemcen

Une forte participation d'associations culturelles

■ Des associations culturelles et artistiques des quatre coins du pays participent à Hadrat El Andalous à Tlemcen, du 21 au 28 décembre courant. Cette manifestation artistique, qui mettra en valeur le talent des participants, sera organisée au Palais de la culture Abdelkrim-Dali.



Par Abla Selles

Dix-sept associations culturelles sont attendues à la deuxième édition de la manifestation «Hadrat El Andalous», qui

aura lieu du 21 au 28 décembre au Palais de la culture Abdelkrim-Dali de Tlemcen, a annoncé le président de l'association «Hadrat El Andalous». Cette manifestation verra la participation d'associations de

Tlemcen, Sidi Bel-Abbès, Oran, Blida, Constantine et de Paris, a indiqué Faouzi Benkalfate à la presse, faisant savoir que le programme prévoit la présentation de deux associations par soirée. Il s'agit des associations

«Gharnata», «Kortobia», «Ahab Cheikh Larbi Bensari», «La SLAM», «Si Mohamed Bouali», «Awtar Tilimsen» et «El Mouahidia» de Nedroma représentant la wilaya de Tlemcen, aux côtés de «El Andaloussia» et «Chekh Redouane Bensari» de Sidi Bel-Abbès, «El Adabia» de Blida, «Maqam» de Constantine et «Les Airs Andalous» de Paris. La wilaya d'Oran sera représentée par les associations «Mustapha Belkhouja», «Nassim El Andalous» et «Ennahda», a-t-on ajouté. La soirée de clôture sera marquée par une première dans l'histoire de l'Ecole de musique andalouse de Tlemcen, a affirmé M. Benkalfate, puisque les 14 associations culturelles de cette école formeront un groupe pour interpréter une nouba. L'association «Hadrat El Andalous» de l'Ecole de Tlemcen vise, à travers ces rencontres dont la première a été organisée en décembre 2016, la réactivation du Festival national

de musique andalouse de Tlemcen, a-t-on souligné.

A. S.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Galerie des ateliers Bouffé d'Art

Jusqu'au 13 janvier 2018 : Exposition-vente collective de peintures avec les artistes Moussa Bourdine, Nouredine Chegrane, Moncef Guita et Rezki Zerarti.

Palais de la culture Abdelkrim-Dali (Tlemcen)

Mercredi 20 décembre à 19h :

Spectacle du groupe Rythmosaic (Inde), dirigé par Mitul Sengupta.

L'Institut Cervantès d'Alger (rue Khelifa-Boukhalifa, Alger-Centre)

Jusqu'au 25 janvier 2018 : A l'occasion du 80^e anniversaire du Guernica de Picasso, l'ambassade d'Espagne et l'Institut Cervantès d'Alger organisent une exposition intitulée «Dialogue hispano-algérien sur le Guernica».

Salle Le Maghreb (Oran)

Jeuvi 21 décembre à 19h :

Spectacle du groupe Rythmosaic (Inde), dirigé par Mitul Sengupta.

Salle Ahmed-Bey (Constantine)

Mardi 19 décembre à 19h :

Spectacle du groupe Rythmosaic (Inde), dirigé par Mitul Sengupta.

Musée d'art moderne d'Oran

Jusqu'au 4 janvier 2018 :

Exposition collective «Art Mature» de Abderrahmane Mekki, Mourad Belmekki, Othmane Mersali, Ouhaci Mohamed et Belhachemi Nouredine.

Bibliothèque nationale d'Algérie (El-Hamma, Alger)

Mardi 19 décembre à partir de 9h :

Colloque international sur le patrimoine archéologique en Algérie et les médias, organisé par le ministère de la Culture en collaboration avec l'Union européenne.

Opéra d'Alger Boualem-Bessaih (Ouled Fayet, Alger)

Du 20 au 25 décembre à 20h :

12^e édition du Festival international de musique andalouse et des musiques anciennes.

Librairie Les Beaux-Arts (rue Didouche-Mourad, Alger-Centre)

Jeuvi 21 décembre à 14h :

Edition Ingese organise une vente-dédicace de la bande dessinée «P'tit Omar, la révolution dans le cartable» de Souhila Amirat et Ben Youcef Abbas Kebbir.

L'Institut national supérieur de musique

L'établissement baptisé du nom de Mohamed Fawzi

L Institut national supérieur de musique a été baptisé, sur instruction du président de la République Abdelaziz

Bouteflika, du nom de l'artiste égyptien Mohamed Fawzi, compositeur de la musique de l'hymne national algérien (Kassaman), a annoncé samedi le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi. «Le président de la République a instruit également de décorer Mohamed Fawzi de la médaille du mérite national à titre posthume, dans le cadre de la célébration du 60^e anniversaire de la composition de «Kassaman» (1956) et en reconnaissance de l'Algérie à ceux qui lui ont apporté aide et soutien au moment où elle en

avait besoin», a indiqué M. Mihoubi lors d'une conférence sur le patrimoine matériel et immatériel. L'institut sera baptisé du nom de l'artiste égyptien «avant la fin de l'année en cours», a indiqué le ministre, affirmant que la famille du musicien a accepté de concéder «définitivement» les droits d'auteur relatifs à la composition de l'hymne national algérien, à l'Etat algérien. Le chanteur, compositeur et acteur Mohamed Fawzi (1918-1966), compte parmi les artistes égyptiens les plus célèbres du 20^e siècle. Il a chan-

té, composé et écrit près de 400 chansons. M. Mihoubi a évoqué par ailleurs les dossiers du patrimoine matériel et immatériel inscrits par l'Algérie dans la liste provisoire de l'Unesco à l'instar de la chanson «Rai».

La chanson «Rai» a été présentée à l'Unesco comme «chanson populaire algérienne», a affirmé le ministre de la Culture, ajoutant que le dossier présenté contient des témoignages, des documents scientifiques, des vidéos et des recherches anthropologiques.

F. H.

Ordre du mérite national au rang de «Ahid»

Le président de la République décerne la médaille à l'artiste égyptien Mohamed Fawzi

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika a décerné, dimanche soir à l'artiste égyptien, Mohamed Fawzi, compositeur de l'hymne national algérien «Kassaman», la médaille de l'Ordre du mérite national au rang de «Ahid», en hommage à son soutien à la révolution de libération. Le président du Conseil de la nation, Abdelkader Bensalah, représentant du président de la République, a remis cette médaille au petit-fils du défunt, Omar Mounir Mohamed Fawzi, en présence du ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, du ministre des Moudjahidine,

Tayeb Zitouni, des membres du gouvernement, du secrétaire général de l'Ordre de mérite national, Mohamed Saleh Akka, d'un représentant de la famille de l'auteur de l'hymne national, Moufidi Zakaria, ainsi que des personnalités du monde de la culture et de la presse venues d'Egypte. Dimanche matin, l'Institut national supérieur de musique (INSM) a été baptisé du nom du compositeur de l'hymne national algérien «Kassaman», le musicien égyptien Mohamed Fawzi.

Le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi a présidé la cérémonie qui a eu lieu à

l'Institut, situé à la Place des martyrs, où une enseigne portant le nom de Mohamed Fawzi a été dévoilée. Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, avait ordonné de rendre hommage au compositeur égyptien en baptisant l'INSM de son nom et de lui décerner, à titre posthume, la médaille de l'Ordre du mérite national au rang d'«Ahid». A rappeler que l'hymne national algérien a été composé en 1956 par Mohamed Fawzi (1918-1966), qui est l'un des plus importants artistes égyptiens du 20^e siècle, qui a écrit et composé près de 400 chansons. **Racim C.**

Rencontre-dédicace

Les éditions Chihab vous invitent à rencontrer Gisela Goethner Ait-Mokhtar qui dédicacera son livre «La guerre d'Algérie en France. Mémoires et combats (1956-1962)» le mardi 19 décembre à 14h30 à la librairie générale d'El Biar, 4 Place Kennedy - Alger-Centre

Cinéma

Julia Roberts est de retour dans «Wonder»

«Wonder», sur les écrans le 20 décembre, signe le retour de la belle et talentueuse Julia Roberts dans le rôle de la maman d'Augie, un enfant atteint d'une malformation des os du visage. Librement inspiré du roman du même nom, Wonder fait réfléchir sur la différence. L'actrice, mère de deux enfants, a été immédiatement touchée à la lecture du livre. Julia Roberts partage l'affiche avec Owen Wilson qui interprète le père d'Augie. Augie est joué par Jacob Tremblay, la coqueluche d'Hollywood depuis ses 5 ans. Une expérience mémorable pour le jeune comédien qui a rencontré plusieurs enfants atteints du syndrome de Treacher-Collins.

R. C.



Coup-franc direct

Apprendre le fair-play

Par Mahfoud M.

Bizarre et inappropriée a été la réaction des dirigeants du CSC Constantine qui ont fustigé l'arbitre lors de leur dernière rencontre perdue (2/0) face au Paradou AC. Les responsables constantinois ont accusé le referee d'avoir effectué un arbitrage vicieux et programmé leur défaite, alors qu'ils avaient perdu avec l'art et la manière sachant que les deux buts de la formation algéroise étaient limpides et pas entachés d'irrégularité. Qu'ont fait les joueurs du CSC pour mériter un meilleur résultat ? Ont-ils inscrit des buts qui leur ont été refusés ou l'arbitre les a-t-il spoliés d'un quelconque penalty ? Cela n'a pas été le cas et le Paradou a amplement mérité son succès, acquis à la sueur de son front. En fait, les dirigeants n'ont pas apprécié se faire battre par une équipe qui n'a même pas de supporters, sachant que leurs fans s'étaient emparés de la majorité des sièges au stade Omar-Hamadi (ex-Bologhine). Ils ne pouvaient pas justifier cette défaite devant leurs supporters qui sont repartis très déçus, malgré le fait qu'ils avaient donné de la voix pendant les 90 minutes de la rencontre. Ces dirigeants devraient apprendre plutôt à être fair-play et accepter sportivement la défaite, au lieu de se comporter de la sorte et chercher des subterfuges qui n'ont pas lieu d'être.

M. M.

Haltérophilie-Championnat arabe et afro-asiatique 32 athlètes au rendez-vous du Caire

LA SÉLECTION algérienne d'haltérophilie cadets, juniors et seniors (hommes et dames), composée de 32 athlètes, prendra part au Championnat arabe et afro-asiatique, prévu du 18 au 24 décembre au Caire, avec la participation annoncée d'une centaine d'haltérophiles, a-t-on appris, dimanche, de la Direction technique nationale (DTN) de la Fédération algérienne de la discipline (FAH). Il s'agit de huit athlètes en cadets, dirigés par l'entraîneur national Azzeddine Basbas et son adjoint Fouad Bouzenada, six juniors encadrés par le coach Abdelmouneim Yahiaoui, autant de seniors, sous la houlette de l'entraîneur Abdelnacer Aouina et son adjoint Abdelmadjid Boulahia et 12 filles (7 cadettes et 5 juniors) conduites par le coach national Youcef Cheki et son adjoint Sid Ahmed Keroui. «Ce sont nos meilleurs athlètes qui seront présents aux joutes du Caire, pour assurer une participation qualitative et encore une fois évaluer le degré de leur préparation qui ne s'est pas arrêtée depuis le début de saison», a déclaré à l'APS le DTN Djamel Aggoun, ajoutant que l'occasion sera offerte aux différents staffs techniques afin de tester une fois de plus les athlètes dans une

compétition qui sera «très relevée». Pour ce faire, les athlètes concernés par le rendez-vous compétitif du Caire ont bénéficié d'une préparation «adéquate» qui s'est résumée à plusieurs stages de longue durée (30 jours) qui ont eu pour théâtre le complexe sportif Sveltesse de Chéraga (Alger) pour les garçons et le pôle de Mostaganem pour les filles, ainsi que celui d'Oran, dans la perspective de le récupérer comme pôle de développement. «La Fédération algérienne d'haltérophilie a mis tous les moyens à la disposition de nos sélections, par la programmation de plusieurs regroupements financés par le ministère de la Jeunesse et des Sports, à la base de fiches techniques élaborées par nos services. Les athlètes ont beaucoup progressé et certains ont réalisé des charges très acceptables, mais perfectibles à l'avenir», a ajouté le directeur technique national. Néanmoins, la tâche des représentants algériens au Championnat arabe et afro-asiatique ne sera pas de tout repos, en présence des meilleurs haltérophiles de pays ayant une tradition dans la discipline, comme l'Irak, l'Arabie saoudite, l'Egypte et la Tunisie.

Championnat arabe des clubs de volley-ball (dames) Le GSP défait par le CS Sfax

LE CLUB algérien du GS Pétroliers s'est incliné devant son homologue tunisien du CS Sfax par 3 sets à 2, en match comptant pour la 1^{re} journée de la 19^e édition du Championnat arabe des clubs de volley-ball féminin, disputé dimanche au Caire. Les sets du match ont été comme suit : 23-25, 25-21, 18-25, 25-19 et 15-11. Les camarades de Mezmate Aicha ont mené par 2 sets à 1, avant de flancher dans les deux derniers sets du match. Les protégés

du duo Yacine Djellouli et Mourad Malaoui étaient exemptes lundi, avant d'affronter respectivement le Chabab 20 Presse du Soudan (mardi 19), le Sporting Club d'Egypte (jeudi 21) et enfin l'autre formation égyptienne, Al-Ahly du Caire (vendredi 22). Cette compétition se déroule sous forme de mini-championnat avec la participation de cinq clubs. Celui qui décrochera la première place sera sacré champion arabe.

EN A'

Le forcing des clubs fait écourter le stage

■ Le stage de l'équipe nationale A' (réservé aux joueurs locaux) s'achèvera plus tôt que prévu, étant donné que les joueurs seront libérés ce mercredi, alors qu'il devait se dérouler jusqu'au 24 décembre prochain.

Par Mahfoud M.

Ce sont les dirigeants des clubs qui ont fait le forcing pour pouvoir avoir tous leurs joueurs en prévision de la préparation de la phase retour du championnat de Ligue 1 Mobilis. Certains présidents avaient même saisi la FAF et son président, Zetchi, pour annuler carrément le stage car cela contrariait leurs plans, surtout pour ceux qui ont prévu de se rendre à l'étranger pour des stages de préparation, notamment l'ESS qui s'est rendue en Espagne, ainsi que certaines autres formations qui comptent se rendre en Tunisie pour se préparer en prévision de la phase retour du championnat. Il faut dire que ce stage est devenu inutile avec l'annulation du match amical international face aux Emirats arabes unis, mais le sélectionneur national, Rabah Madjer, a décidé quand même de le maintenir pour voir à l'œuvre certains joueurs qu'il ne connaît pas parfaitement. Madjer devrait programmer, selon son planning, un stage tous les mois pour donner plus de chances aux joueurs locaux qu'on dit marginalisés au



Madjer n'a pas bénéficié de ce stage

sein de la sélection nationale, même si tout le monde s'accorde à dire que la baisse de niveau de notre championnat est pour beaucoup dans cette mise à l'écart des joueurs du cru sachant qu'ils ne sont pas convoqués régulièrement avec l'EN A et ne prennent pas part aux grands événements, ce qui fait que le sélectionneur fait

appel aux éléments évoluant dans le championnat européen. Quoi qu'il arrive, cela demande du temps de créer une sélection constituée en majorité de joueurs du cru, étant donné qu'il faudra faire appel à de jeunes joueurs pour les suivre en permanence et non des joueurs expérimentés dont l'âge est trop avancé. M. M.

Ligue 1 Mobilis/Phase aller

L'OM, le DRBT et l'USMB n'ont pas gagné à l'extérieur

L'Olympique Médéa, le DRB Tadjenanet et l'USM Blida n'ont réussi à gagner aucun de leurs matchs disputés en dehors de leurs bases lors de la phase aller du championnat de Ligue 1 Mobilis de football, clôturée samedi avec le déroulement de la 15^e journée. Un parcours négatif qui s'est évidemment repercuté sur leur classement. Le DRBT (11^e, 17 pts), l'OM (13^e, 16 pts) et l'USMB (16^e, 8 pts) seront appelés à se «révolter» en dehors de leurs bases lors de la seconde partie de la saison pour aller

chercher des points dans l'optique de leur maintien. La formation de Médéa a réussi pourtant à tenir en échec en déplacement trois gros calibres : le CS Constantine (1-1), le MC Alger (0-0) et l'ES Sétif (0-0). Idem pour le «Difaâ» qui est allé accrocher Médéa (1-1), l'USM Alger (1-1) et l'USM Bel-Abbès (1-1). L'USMB reste le dernier de la classe avec un bilan de six défaites pour deux nuls lors de ses déplacements. Avec deux points, décrochés sur le terrain du CSC (1-1) et du CR

Belouizdad (1-1), le club de la ville des Roses reste l'équipe la plus fébrile à l'extérieur. En revanche, l'USMA (3^e, 26 pts) reste la formation ayant pris le plus grand nombre de points en déplacement avec 12 unités récoltées, soit un bilan de trois victoires, trois nuls et une défaite. Enfin à domicile, la JS Saoura a gagné six des sept matchs disputés dans son antre du 20-août-1955 de Béchar soit 22 points sur les 27 grignotés lors de la phase aller de la compétition.

ES Sétif

L'Aigle Noir se prépare à Alicante (Espagne)

Une délégation constituée de 33 membres, dont 18 joueurs, de l'équipe de football de l'Entente sportive de Sétif (ESS), évoluant en Ligue 1 Mobilis, s'est envolée dimanche après-midi à Alicante (Espagne) pour effectuer un stage de préparation de la phase retour du championnat, a-t-on appris de l'administration du club. Menée par le directeur administratif, le secrétaire général (SG) de l'ES Sétif, Rachid Djerroudi, la délégation sétifienne tentera, durant dix jours de préparation, de «redonner du punch» à la forma-

tion des «Aigles noirs» pour mieux reprendre la course aux titres du championnat, de la Coupe d'Algérie, de la Ligue des champions africaine et de la Coupe arabe. Selon la même source, cette formation s'effectuera avec 18 joueurs seulement, dont trois espoirs, en raison de l'absence de quatre éléments de l'équipe (A. Djabou, K. Ziti, A. Bedrane et A. Djahnit) convoqués récemment pour un stage avec l'équipe nationale. Deux joueurs ne sont également pas concernés par ce stage, à savoir Djamel Ibouziène et Ali

Bounadir, libérés par le club à l'ouverture du mercato hivernal. Les supporters, quant à eux, espèrent que leur équipe retrouve, à l'issue de ce stage, la vivacité habituelle qui lui avait permis durant les dix dernières années d'avoir une place sur le podium. Il est à signaler que l'équipe de l'Entente sétifienne sera entraînée durant ce stage par le nouveau coach Malik Zergane, qui a succédé à l'ancien entraîneur Kheireddine Madoui, qui a accepté de rejoindre le club tunisien de l'Etoile sportive du Sahel.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Déformée à l'aide d'un marteau

La statue d'Ain El Fouara vandalisée par un intégriste

La statue de la femme nue érigée à Ain El Fouara au centre ville de Sétif, a subi hier matin, une tentative de destruction menée par un homme portant barbe et kamis. A l'aide d'un marteau et d'un burin, il a donné plusieurs coups à la statue dans le but de la détruire complètement. Bouleversés par cet acte sordide, des policiers et des citoyens sont vite intervenus pour arrêter cet individu qui a tenté de riposter à son arrestation.

Selon la vidéo qui circule sur les réseaux sociaux, il avait même essayé de s'attaquer avec son marteau aux policiers qui tentaient de l'arrêter. Après plusieurs tentatives, des policiers assistés par des citoyens ont réussi à immobiliser l'auteur de cet acte, sans lui causer de blessures. Il a été transféré au commissariat de police pour enquête.

La statue a subi des dégâts au visage et à la poitrine. Informé de l'incident, le wali de Sétif Mr Nacer Maaskri s'est rendu en urgence sur place pour constater l'ampleur des dégâts et voir les mesures à prendre pour que

ce genre d'acte ne se répète plus au futur. Accompagné par des responsables locaux, le wali s'est arrêté un bon moment devant la statue avant d'avoir droit à quelques explications sur ce qui s'est passé. Pour faire face à toute éventualité, un dispositif sécuritaire spécial a été déployé à Ain El Fouara indiquent des sources locales.

Des citoyens de la ville se sont rassemblés en nombre devant le lieu de l'incident. Certains n'ont pas hésité à lancer des appels pour le renforcement des dispositifs sécuritaires permettant de protéger ce monument historique de la capitale des hauts plateaux.

Notons que c'est la troisième fois en l'espace de 20 ans, que la statue d'Ain El Fouara a subi des tentatives de destruction. La première date d'avril 1997, il s'agit de l'explosion d'une bombe artisanale.

La seconde date de 28 février 2006, lorsqu'un jeune a essayé à l'aide d'un marteau de détruire la statue, dont la confection remonte qui à 1898.

Rachid C.

Médéa

Destruction de trois bombes

TROIS BOMBES de confection artisanale ont été détruites dimanche à Médéa par un détachement de l'Armée nationale populaire, a indiqué, hier, un communiqué du ministère de la Défense nationale. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et suite à une opération de recherche et de ratissage, un détachement de l'ANP a détruit, le 17 décembre 2017, trois bombes de confection artisanale à Médéa», note la même source.

Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des détachements de l'ANP «ont intercepté, à Tamanrasset et à Bordj Badji Mokhtar, neuf contrebandiers et saisi 2 véhicules tout-terrain et divers outils d'orpaillage, tandis que des éléments de la Gendarmerie nationale ont saisi 5,8 kilogrammes de kif traité à Tlemcen et Relizane, et 30 quintaux de tabac à El-Oued», selon la même source.

R. N.

Blida

Saisie de plus de 150 quintaux d'aliments périmés

LES SERVICES de la Gendarmerie nationale de Blida ont réalisé une saisie de plus de 150 qx de denrées alimentaires (nationales et étrangères) périmées, d'une valeur globale estimée à plus de 10 millions DA, a-t-on appris, hier, auprès de ce corps constitué. Selon la même source, l'opération a été réalisée grâce à des informations parvenues à la brigade territoriale de la GN de Blida, faisant état d'un individu vendant des denrées alimentaires périmées au niveau du marché hebdomadaire de Boufarik. Suite à quoi, est-il ajouté, une patrouille de la GN s'est déplacé sur les lieux, où elle a procédé à l'arrestation de deux individus qui exposaient à la

vente des produits alimentaires de large consommation à la date de péremption expirée, avec la saisie de la marchandise en question. La poursuite de l'enquête diligentée à propos de cette affaire a mené les enquêteurs à la fouille des domiciles et dépôts des deux suspects, où il a été procédé à la saisie de plus de 150 qx de marchandise périmée de différentes marques nationales et étrangères. Deux véhicules, utilisés dans le transport et commercialisation de ces produits, ont été également saisis, outre des poinçons en bois et des estampilles utilisés dans la falsification de leurs dates de péremption.

L. M.

La statue d'Ain El Fouara vandalisée par un islamiste



Djalou@hotmail.com

Pouvoir d'achat et tamazight / Bêjaïa

Des acteurs de la société avertissent sur «l'amplification» de la protestation

■ La mobilisation des lycéens et des étudiants a été marquée, il y a une semaine, par des marches au chef-lieu de Bêjaïa pour dénoncer le rejet de l'amendement de la loi de finances 2018 portant sur la promotion et la généralisation de la langue amazighe et demander l'annulation de certaines mesures antisociales contenues dans la loi. Cela a donné du grain à moudre aux partis politiques et aux acteurs de la société civile.

Par Hocine Cherfa

Pour se rattraper ou pour encadrer le mouvement de protestation comme ils l'ont laissé entendre, des acteurs politiques et de la société civile se sont retrouvés au Centre de documentation des droits de l'homme pour réfléchir et décider des voies et moyens de canaliser et d'accompagner ce mouvement. Sur l'initiative du Comité de solidarité des travailleurs de Bêjaïa, des partis politiques dont l'Union démocratique et sociale (UDS), le PT, le PST, Jil Jadid, le Forum socialiste, le Café littéraire, le Cnes, l'Adic, la Fondation Hachemi-Cherif, le Snapap, ont débattu du rejet du projet d'amendement de la promotion de tamazight et la loi de finances 2018, considéré à l'unité comme un coup dur pour la région et pour le pays car l'onde de choc se ressentira tôt au tard. Ces deux points sont deux questions essentielles qui touchent directement les Algériens : d'un côté le personnalité de la région et du pays et de l'autre le pouvoir d'achat du peuple qui est déjà érodé. Une déclaration a été rédigée à la fin des travaux dans laquelle il est «salué la mobilisation des étudiants pour la manifestation du 11 décembre dernier», considérant que «ce rejet constitue une provocation qui peut ouvrir la voie à des dérives et l'instrumentalisation de la question amazighe». Et d'ajouter : «Le rejet de l'amende-

ment portant généralisation et obligation de l'enseignement de tamazight sur tout le territoire national et les dispositions antisociales de la loi de finances comme la suppression de l'impôt sur la fortune et les différentes hausses des prix, provoquent un ras-le-bol et des contestations qui ne cessent de s'amplifier». Les rédacteurs de la déclaration rappellent que «la promulgation de lois organiques portant la mise en œuvre de son caractère officiel n'a jamais vu le jour, deux années après la révision constitutionnelle du 7 février 2016 consacrant tamazight langue nationale et officielle». Pour les conclavistes, «ces mesures et ce

blocage renseignent sur une orientation libérale du régime et sur l'absence d'une volonté politique de prendre en charge d'une manière effective la revendication amazighe dans ses dimensions identitaire, linguistique et culturelle». Ils exigent, enfin, «l'arrêt de la répression à l'encontre des manifestants», «la promulgation d'une loi organique portant mise en œuvre de l'article 4 bis consacrant l'officialité de tamazight», «l'abrogation de la loi 91/19 relative aux réunions et manifestations publiques» et «l'annulation des mesures antisociales contenues dans la loi de finances 2018».

H. C.

Cambriolages de magasins à Bêjaïa

Trois individus arrêtés

«LES ÉLÉMENTS de la police judiciaire de la daïra de Tichy ont arrêté un gang composé de trois individus, spécialisé dans le vol de magasins», a-t-on appris de la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Tout a commencé lorsque la police a reçu un appel téléphonique de la gendarmerie faisant état de la présence, au niveau de la brigade de la localité, d'un individu roué de coups et blessé, portant les initiales de K.M. âgé de 36 ans et natif de la wilaya d'Oum El-Bouaki. Les policiers qui ont interrogé ce dernier ont appris qu'il était impliqué dans une affaire de cambriolage de magasins avec deux autres individus

en l'occurrence K.F. âgé de 23 ans et B.N. H. âgé de 26 ans, qui ont pris la fuite à bord d'un camion vers une direction inconnue. La police, qui officiait la nuit, a accentué les rondes et la recherche du camion selon les signalements donnés jusqu'à l'interception du véhicule qui était garé en ville et à bord duquel il a été trouvé deux réfrégérateurs, un arrache-clous, une balance électronique. «Après enquête, il s'est avéré que ce matériel a été volé de deux magasins commerciaux de la ville dont les propriétaires contactés ont confirmé le vol», précise la même source.

H. C.